



ACYM
34, RUE DE PENTHIEVRE
75008 PARIS
☎ : 06 76 41 16 16
🌐 : cabinet@e-acym.fr

**ASSOCIATION COMMUNAUTE
PROFESSIONNELLE
TERRITORIALE DE SANTE DU
PAYS DROUAIS**



10B, RUE DU TOURNIQUET
28100 DREUX

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

*
**

ASSOCIATION COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE TERRITORIALE DE SANTE DU PAYS DROUAIS



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux Membres de l'Association,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association COMMUNAUTE PROFESSIONNELLE DE SANTE DU PAYS DROUAIS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la partie « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, relatif au changement de référentiel comptable applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les parties « Règles générales » et « Subventions » de l'annexe aux comptes annuels font mention des règles et méthodes retenues par l'association en matière de comptabilisation des ressources et des fonds dédiés.

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés de la conformité et de la cohérence de ces règles et méthodes, de leur correcte application ainsi que du caractère approprié de l'information communiquée.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité, le rapport financier et les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'activité, sauf s'il est prévu de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'Association.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 26 mai 2026

Le Commissaire aux comptes

Signé par Yann Mogno
Le 26 mai 2026

doc_2nG
tx_wrlK8OxPkYO7

ACYM
Yann MOGNO

Bilan

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Frais d'établissement (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Fond commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outilla				
Autres immobilisations corporelles	7 315	2 289	5 026	3 545
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	850		850	13 495
Total Actif immobilisé (II)	8 165	2 289	5 876	17 039
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur comman				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	194 553		194 553	72 125
Charges constatées d'avance				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	766 363		766 363	640 859
Total Actif circulant (III)	960 916		960 916	712 984
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Prime de remboursement des emprunts (
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)	969 081	2 289	966 793	730 023

Bilan

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds propres statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Ecarts d'équivalence		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Réserves pour projet de l'entité		
Report à nouveau	351 832	238 763
Excédent ou déficit de l'exercice	69 919	113 069
Situation nette (sous-total)	421 751	351 832
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
Total des capitaux propres (I)	421 751	351 832
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	503 159	328 056
Provisions		
Provisions pour risques	4 657	4 657
Provisions pour charges		
Dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 665	45 450
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 560	27
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Produits constatés d'avance		
Total des dettes (IV)	37 225	45 477
Ecarts de conversion / Diff. d'évaluation (V)		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)	966 793	730 023

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Produits d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens et de services			2 184		-2 184	-100,00
Ventes de biens						
Ventes de prestations services			2 184	0,58	-2 184	-100,00
Produits de tiers financeurs	464 830		372 627		92 203	24,74
Concours publics et subventions d'exploita	464 830	100,00	372 627	99,42	92 203	24,74
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. co						
Ressources liées à la générosité du public						
Contributions financières						
Repr. / amort., dépréc. et prov.						
Produits des cessions d'immobilisations						
Utilisation des fonds dédiés	328 056	70,58			328 056	
Autres produits	822	0,18	57	0,02	765	NS
Total des produits d'exploitation (I)	793 708	170,75	374 869	100,02	418 840	111,73
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variations de stock						
Autres achats et charges externes	153 599	33,04	134 858	35,98	18 741	13,90
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	255	0,05			255	
Salaires	49 577	10,67			49 577	
Cotisations sociales	17 281	3,72			17 281	
Dotations aux amortissements et aux dépr	1 423	0,31	57	0,02	1 366	NS
Sur immob. : dotations aux amort.	1 423	0,31	57	0,02	1 366	NS
Sur immob. : dotations aux dép.						
Sur actif circulant. : dotations aux amort.						
Dotations aux provisions						
Reports en fonds dédiés	503 159	108,25	126 885	33,85	376 274	296,55
Valeurs comptables des immo. cédées						
Autres charges	119	0,03			119	
Total des charges d'exploitation (II)	725 413	156,06	261 800	69,85	463 613	177,09
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	68 295	14,69	113 069	30,17	-44 773	-39,60
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de	2 137	0,46			2 137	
Autres intérêts et produits assimilées						
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des cessions d'éléments financier						
Produits nets / cessions VMP et instrumen						
Total des produits financiers (III)	2 137	0,46			2 137	
Charges financières						
Dotations aux amort., aux dépréciations et						
Intérêts et charges assililées						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo. financières						

Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	%	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Chges nettes / cessions de valeurs mob. d						
Total des charges financières (IV)						
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 137	0,46			2 137	
3. RESULTAT COURANT avant imp	70 432	15,15	113 069	30,17	-42 637	-37,71
Total des produits exceptionnels (V)						
Total des charges exceptionnelles						
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-						
Participation des salariés aux résultats (VI)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	513	0,11			513	
Total des produits (I + III + V)	795 845	171,21	374 869	100,02	420 976	112,30
Total des charges (II + IV + VI + VII)	725 926	156,17	261 800	69,85	464 126	177,28
EXCEDENT OU DEFICIT	69 919	15,04	113 069	30,17	-43 150	-38,16
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES E						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Présentation structure



La démarche de la **CPTS du Pays Drouais** a été initiée au cours du **premier trimestre 2021**.

La mise en place, en seulement quelques jours, du centre de vaccination de Dreux a mis en évidence l'esprit collaboratif des professionnels de santé libéraux du territoire, ainsi que leur capacité à se mobiliser rapidement et à s'impliquer dans la gestion de la crise sanitaire. Cette expérience a confirmé l'émergence d'un réel besoin de coopération entre les professionnels de santé du territoire.

Dans ce contexte, les professionnels libéraux ont souhaité engager une réflexion collective autour d'une meilleure coordination, ainsi que de la mise en œuvre d'actions concrètes répondant à leurs besoins et à ceux de la population.

Cette dynamique s'est poursuivie avec l'organisation, en juin 2021, d'une réunion de présentation de la démarche CPTS à l'ensemble des professionnels libéraux du territoire. Elle s'est ensuite structurée par la création d'une association, permettant de définir un cadre de travail pour l'élaboration du présent projet de santé.

La CPTS du Pays Drouais se caractérise par plusieurs spécificités :

- Un territoire très urbain autour de Dreux et de sa proche périphérie, qui devient plus rural à mesure que l'on s'éloigne de l'agglomération drouaise ;
- Une véritable mixité sociale et géographique.
- Une population de 97 783 habitants pour les 58 communes.
- Une désertification médicale (déficit de professionnels médicaux et paramédicaux).

Dans ce contexte, les enjeux portés par la CPTS sont d'autant plus importants : l'accessibilité aux soins, la coopération entre des professionnels parfois éloignés géographiquement et l'attractivité du territoire constituent des piliers essentiels sur lesquels repose ce projet de santé.

À ce jour, la CPTS compte 144 adhérents.

Présentation structure

L'association s'organise autour de cinq piliers structurants :

- La coordination ;
- L'attractivité ;
- L'accès aux soins.
- La Prévention
- La Gestion de crise

1. Ses missions

Afin d'assurer l'articulation et la coordination des actions menées au sein des différentes commissions, il a été décidé que chaque membre du Conseil d'Administration :

- Participe à au moins une commission ;
- Soit référent, à titre provisoire ou définitif, d'une commission.

Chaque commission s'appuie sur une fiche action qui en constitue la ligne directrice.

Au 31 décembre 2025, 21 commissions et sous-commissions se sont déjà réunies et ont initié différentes actions.

Les axes du projet de santé

En prenant du recul sur les commissions identifiées, celles-ci peuvent être regroupées en trois grands axes de travail.

Axe 1 : Accessibilité aux soins

- **Fiche action n°1** : Soins non programmés
- **Fiche action n°2** : Accès à un médecin traitant
- **Fiche action n°3** : Télémédecine

Axe 2 : Coopération entre les professionnels de santé

- **Fiche action n°4** : Coordination / communication entre les professionnels de santé
- **Fiche action n°5** : Lien ville-hôpital
- **Fiche action n°6** : Prévention et éducation thérapeutique
- **Fiche action n°7** : Maintien à domicile

Présentation structure

Axe 3 : Attractivité du territoire

- **Fiche action n°9** : Attractivité du territoire
- **Fiche action n°10** : Développement de l'offre de formation
- **Fiche action n°11** : Prendre soin des soignants
- **Axe 4 : Gestion de crise**

2. Ses moyens d'action

Moyens humains

Les différents professionnels de santé du secteur sont recensés et contribuent au sein de la structure en apportant leurs compétences, leur expertise et leur engagement dans les actions menées.

Moyens financiers

Les ressources de la CPTS sont principalement issues de **subventions pluriannuelles de la Sécurité sociale**.

3. Suivi et contrôle de la structure

L'organisation de la structure repose sur des **groupes de travail** ou **commissions**.

À ce titre, les actions sont définies en fonction des projets portés par la structure, et les charges comme les ressources font l'objet d'un suivi adapté.

Le **Conseil d'Administration** constitue l'organe de pilotage et de contrôle de la structure. Il veille à la bonne conduite des projets, à leur avancement et à la cohérence globale des actions engagées.

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CPTS DU PAYS DROUAIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 966 793 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 69 919 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 28/04/2026 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2023-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice. Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont

Règles et méthodes comptables

désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Subventions

Les ressources de l'association sont quasi-exclusivement constituées de versements opérés par l'assurances maladie dans le cadre des financements prévus dans le contrat ACI et ses avenants successifs, signés entre la CPTS, l'ARS et de l'assurance maladie.

Pour l'établissement des comptes annuels de la CPTS, il a été retenu les principes suivants concernant les financements de l'assurance maladie :

- Les financements sont effectués sur une base annuelle correspondant à l'année civile (et donc à l'exercice social de la CPTS), de sorte qu'ils ne donnent pas lieu à l'enregistrement comptable de produits constatés d'avance ;
- Les subventions enregistrées en produits au titre d'un exercice N correspondent :
 - à l'intégralité de la part effectuée au fonctionnement et des parties fixes relatives aux missions socles et optionnelles, dont l'exécution a démarré au sein de la CPTS à fin N. La partie concernant N versée au titre de l'exercice N+1, soit 25 % est enregistrée en produits à recevoir ;
 - à la partie variable versée au cours de l'exercice N par l'assurance maladie (concernant majoritairement l'activité de l'exercice N-1) et à la partie variable à recevoir au cours de l'exercice suivant si cette dernière a officiellement été notifiée à la CPTS avant l'arrêté des comptes de l'exercice N ;

Les fonds dédiés à la clôture de l'exercice N correspondent aux excédents constatés à cette date entre :

- d'une part, la partie fixe des missions constatées en produits ;
- d'autre part, les charges et dépenses engagées par la CPTS affectées directement ou indirectement (via des clés de répartition) à chaque mission.

Règles et méthodes comptables

Par nature, les subventions de fonctionnement ne peuvent alimenter des fonds dédiés. S'agissant de la partie variable des missions, il a été considéré qu'elle ne pouvait pas non plus alimenter les fonds dédiés puisque les versements afférents sont décidés par l'assurance maladie à l'examen d'un reporting précis fourni par le CPTS sur l'accomplissement des missions confiées dans le cadre du dispositif contractuel susvisé.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 411	2 904		7 315
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	4 411	2 904		7 315
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	13 495	850	13 495	850
Immobilisations financières	13 495	850	13 495	850
TOTAL	17 905	3 754	13 495	8 165

Notes sur le bilan

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Cessions	Sorties Scissions	- Mise hors service
Ventilation des diminutions					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières			13 495		
Diminutions de l'exercice			13 495		

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amo- tisse- ment	Mode d'amo- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres immobilisations incorpor						
Immobilisations incorporell						
- Terrains						
- Constructions sur sol propre						
- Constructions sur sol d'autrui						
- Installations générales, agence et aménagements des construct						
- Installations techniques, matière et outillage industriels						
- Installations générales, agence et aménagements divers						
- Matériel de transport						
- Matériel de bureau et informatiq mobilier	5 à 10 ans	linéaire	866	1 152		2 289
- Emballages récupérables et div		linéaire				
Immobilisations corporelles			866	1 152		2 289
TOTAL			866	1 152		2 289

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 195 403 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	850		850
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	194 553	194 553	
Charges constatées d'avance			
Total	195 403	194 553	850
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Divers - produits à recevoir	193 750
Total	193 750

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommatio	A la clôture
Fonds propres sans droit de re					
Fonds propres avec droit de re					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	238 763	113 069			351 832
Excédent ou déficit de l'exercic	113 069	-113 069	69 919		69 919
Situation nette	351 832		69 919		421 751
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commo					
TOTAL	351 832		69 919		421 751

Tableau des provisions

Notes sur le bilan

Provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisée de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	4 657				4 657
Total	4 657				4 657
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles		503 159	328 056		

Notes sur le bilan

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 37 225 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéance à un an au plus	Echéance à pl d'un an et cinq ans au plus	Echéance à pl de cinq ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 665	30 665		
Dettes fiscales et sociales	6 560	6 560		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance				
Total	37 225	37 225		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	598
Frais de mission	1 961
Honoraires à payer	18 528
Honoraires CAC	6 480
Dettes provis. pr congés à payer	1 633
Charges sociales s/congés à payer	655
Autres contributions	9
Total	29 864

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Honoraires des commissaires aux comptes

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
Honoraires afférents à la certification des comptes	6 280	
TOTAL	6 280	

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation					464 830	464 830
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissem						
						464 830

Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		

Non applicable.

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouvertur de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. C	Transferts C	A la clôture de l'exerci Montant global A - B + C	A la clôture de l'exerci Dont fonds dédiés (pr sans dép.)
Subventions CPA	328 056	328 056			175 103	503 159	503 159
Total	328 056	328 056			175 103	503 159	503 159